



Guinea

Rapport national de suivi sur la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo (2013-2015) - Interim

Nom du point focal:	Prof. DJIBRIL KAMARA NIANG
Organisation:	CRNYTRE NATIONAL DE GESTION DES CATASTROPHES ET URGENCES ENVIRONNEMENTALES.
Titre / Position:	NATONAL FOCAL POINT HYOGO FRAMEWORK FOR ACTION AND HEAD OF OFFICEA
Adresse de Courriel:	kanidjibrilaone@gmail.com
Téléphone:	224 657 852 736

Période couverte par le rapport:	2013-2015
Rapport d'évaluation:	Interim
Dernière mise à jour le:	12 February 2015
Date d'impression:	12 February 2015
Reporting langue:	French

A National HFA Monitor update published by PreventionWeb
<http://www.preventionweb.net/english/hyogo/progress/reports/>

Objectifs stratégiques

Objectifs Stratégiques 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Déclaration d'objectif stratégique 2013-2015

La République de Guinée a l'exemple des autres pays et à la faveur de la préparation du nouveau PNUAD nouvelle formulation et de la préparation du nouveau Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté dit DSRP3 couvrant la période 2013 - 2017 et le projet de plan quinquennal en préparation les quatre axes d'interventions du PNUAD ont pris en compte l'intégration des catastrophes dans les Politiques ; Planing et Programmes.

Faut-il faire remarquer que cette pratique plutôt nouvelle connaît un début de réalisation quelque peu difficile ; due à la faible formation en Gestion des Risques Catastrophes et la perception floue de la pertinence de ces considérations dans l'élaboration des Politiques Plan et Programmes de développement au niveau des de la plupart des décideurs et techniciens des Ministères techniques transversaux et sectoriels compétents. Cependant il faut croire que la pratique aidant et les échanges aidant cet obstacle serait vite levé et de meilleures pratiques deviendront plus effectives à en croire les collègues des services publics gouvernementaux.

Objectifs Stratégiques 2

Domaine 2: Développer et renforcer les institutions, mécanismes et capacités pour accroître la résilience face aux aléas

Déclaration d'objectif stratégique 2013-2015

Devant la propagation fulgurante de l'épidémie d'EBOLA Le gouvernement avec le conseil des partenaires de lutte contre cette épidémie a créé des mécanismes et institutions habituelles tels que Comité National de Crise institué à l'occasion des situations d'urgences épidémiologiques au niveau du MSH Publique ; le président de la République a institué une Coordination Nationale de la lutte contre EBOLA (décret /d19/PRG/SGG/2014) le 8 Septembre 2014 dernier pour assurer la coordination des opérations de lutte au niveau national avec le précieux soutien de Center for Disease Control of Atlanta des USA CDC. Les Comités Préfectoraux et Communaux de Gestion des Catastrophes s'activent au niveau décentralisé y compris les membres de la Croix Rouge Guinéenne et ONG nationales et étrangères comme Médecins Sans Frontières et bientôt la Croix Rouge Française. Un nouveau Plan National de Réponse à l'Épidémie de la Fièvre Hémostatique

EBOLA (PNRFHE? COUT USD 143 Millions) a ete elaborer en Septembre 2014 pour contrer la recrudescence de l 'epidemie apres la declaration de l etat d'urgence par le president de la Republique le 12 Aout 2014. Depuis le debut de l'an 2015, un nouveau document nommé EBOLA ZERO EN 60 JOURS (COUT EN USD 295 millions) a remplacé le PNRFHE :

1-

Objectifs Stratégiques 3

Domaine 3: Envisager systématiquement la réduction des risques dans l'exécution des programmes de préparation aux urgences, de réponse et de relèvement

Déclaration d'objectif stratégique 2013-2015

Dans le cas particulier de la lutte contre l'Epidemie de la Fievre Hemorragique a Virus Ebola, un nouveau Plan National de Reponse a l'Epidemie de la Fievre Hemorragique EBOLA (PNRFHE) a ete elaborer en Septembre 2014 pour contrer la recrudescence de l 'epidemie apres la declaration de l etat d'urgence par le president de la Republique le 12 Aout 2014.

L e vise a stopper , controler et eliminer l'epidemie sur toute l'etendue du territoire national.

Le document du PNRFHE est charpente comme suit:

- 1- Evaluation du risque et interpretation de la situation epidemiologique:
- 2- Revue des actions depuis le debut de la lutte epidemiologique
- 3- Plan Operationnel
- 4- Suivi et Evaluation
- 5- Contenu du Plan
- 6- Budget des operations: USD 134 047 566. 41

Priorité d'action 1

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide.

Indicateur 1

Il existe la politique nationale et le cadre d'action légale de réduction de risque avec les responsabilités décentralisées et les capacités à différents niveaux.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les risques de catastrophe sont-ils pris en compte dans les décisions de planification et d'investissement public? Oui

Plan national de développement	Oui
Stratégies sectorielles et plans	Oui
Stratégies et politiques en matière de changement climatique	Oui
Etudes de la stratégie de réduction de la pauvreté	Oui
Bilan commun des pays/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (BCP/PNUAD)	Oui
Politique de défense civile, stratégie et planification des interventions d'urgence	Oui

Des dispositions législatives et/ou réglementaires ont-elles été prises pour la gestion des risques de catastrophe? Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des

indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Dans le cadre de la mise en oeuvre du CAH la Republique de Guinee avec le soutien de ses partenaires au developpement et notamment sous l'impulsion du systeme des nations unies est entrain d'operer des changement essentiels dans les pratiques de preparation des Politiques Plans et Programmes nationaux et sectoriels de developpement socio economiques. Fautes de donnees quantitatives suffisantes sur la gestion des risques de catastrophes on s'est contentes des indicateurs qualitatifs pour prendre en compte les risques dans la planification du developpement. Toutefois des indicateurs quantitatifs existent pour certains secteurs meme si je ne les'ai pas sous la main au moment de la redaction de ce paragraphe.

S'agissant des differents documents de references planificationsevoques a savoir le plan quinquennal de developpement national 2011- 2015(comportant cinq axes d'orientations strategiques) et le document de Strategie de Reduction de la Pauvrete 3 (DSRP 3) comprenant trois axes d'orientations strategiques ainsi que le document de mise en oeuvre des OMD on denombre 45 a 50 indicateurs generaux et specifiques de verification ou de realisation chacun. Quoique le plan Quinquennal constitue en faite le document de synthese de reference de la planification nationale du developpement. Des efforts de concertation ont permit un rapprochement et harmonisation du contenu des differents document de planification dont la synthese est le plan quinquennal de developpement.

les cinq axes d'orientations strategiques sont:

- 1- Ameliorations de la gouvernance et les reformess institutionnelles;
- 2- Lutte contre la pauvrete, la poursuites des OMD et la valorisation des ressources humaines,
- 3- Ldeveloppement des infrastructures economiques et des equipements socio-collectifs;
- 4- Le developpement et l'expansion economique et la promotion des secteurs porteurs de croissance ;
- 5- La restructuration des forces de defense et le renforcement de la securite des citoyens.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Les raisons peuvent etre situées a differents niveaux: la plus impôtants etant la mauvaise comprehension de la question de reduction des risques et une competence tres limitées des partie prenantes sur l'integration de la reduction et la gestion des risques dans les politiques programmes et projets de developpement tant au niveau central que local dans le secteur public que dans les secteurs privés

qui perçoit cet exercice souvent comme une tentative de vouloir compliquer les procédures réalisation des études de faisabilité techniques et de validations des documents et une augmentation du coût de développement et d'opérationnalisation des projets de développement socio-économique et environnementales. faut-il faire remarquer que la législation et la réglementation en la matière ne semble pas assez explicite et suffisante à cet effet (ordonnance/ 045/ PRG /SGG /1987 et la LOI L/ 009 /AN/96 et leurs textes d'application sur la Gestion des Risques et leur réduction). La faiblesse du niveau des plaidoyer au des décideurs des secteurs publics et privés est une des autres raisons.

Les déficits sont nombreux à relever pour surmonter ces obstacles qui sont des contraintes majeures à la promotion des bonnes pratiques de Gestion des Risques de Catastrophe ou de leur réduction.

Un fort plaidoyer et la promotion de meilleure compréhension de la Réduction des Risques de Catastrophes dans les administrations et institutions en charge de la préparation, de l'application et du suivi de la législation et la réglementation en la matière.. Les faibles niveaux des allocations budgétaires pour la RRC due à une compréhension insuffisante de GRC sont entre autres déficits dont le dépassement objectifs aiderait à surmonter ces obstacles qui freinent l'effort de lever des contraintes actuelles au notre pays dans la Réduction des Risques de Catastrophes.

Le soutien et le financement sans précédent par le gouvernement (GNF:3000 000 000 000) du Plan National de Riposte de la Fièvre Hémostatique à virus Ebola au vu de la propagation vertigineuse de l'épidémie à partir de juillet 2014, montre la bienveillante disponibilité des autorités à soutenir la RRC dans notre pays.

Indicateur 2

Des ressources adéquates sont allouées pour instaurer des politiques et des plans de réduction de risque à tous les niveaux administratifs

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Quelle est la part des budgets affectée, d'une part, à la réduction des risques et, d'autre part, aux interventions et aux opérations de reconstruction?

	La réduction des risques / prévention (%)	Secours et de reconstruction (%)
Budget National	LESS THAN 2	MORE THAN 21

	PCT(2013) AND MORE THAN 12 DEDICATED ESSENTIALLY AGAINST EBOLA EPIDEMY(GNF 3.0000.000.000.000 and USD 143,047,567 ACCORDIND TO THE EBOLA RIPOSTE ACTION PLAN DOCUMENT-sept 2014)	HEALTH AND SOCIAL SECTOR INCLUDING(forecast 2015: USD 295).
--	--	---

Budget décentralisé / sous-national

NOT SPECIFIED

NOT SPECIFIED

Montant alloué (en dollars US) pour les investissements en matière de sécurité contre les menaces de catastrophes (transport, agriculture, infrastructures)

NOT SPECIFIED IN THE BUDGET

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

L'Allocation reguliere de fonds specialement dediés pour les catastrophes posait problemes au niveau de l'administration chargée du budget, quoique certaines catastrophes ont engendrées des taux de mortalité, de lethalité et de deséconomie significatives

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

La faiblesse des allacations budgataires attribuable a des ressources limitées que la mobilisation mediocre des recettes fiscales par les regies financieres s"expliquerait

par son niveau insuffisant. Ajouté aux grands nombres des urgences et fronts d'intervention tant sociaux qu'économiques

Indicateur 3

La participation des communautés et la décentralisation sont assurées à travers la délégation d'autorité et de ressources au niveau local

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les autorités locales disposent-elles de responsabilités et de crédits réguliers/systématiques en matière de réduction des risques de catastrophe? Oui

Législation (Les autorités locales disposent-elles d'un mandat en matière de réduction des risques de catastrophe en application d'une législation spécifique?)

Oui

Crédits budgétaires régulièrement alloués aux autorités locales en vue de la réduction de risque de catastrophe

Non

Estimation du pourcentage des budgets locaux alloué à la réduction des risques de catastrophe

NOT SPECIFIED

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Le code des collectivités adapté en 2005 par l'Assemblée Nationale et ses quelques textes d'application (décret de promulgation n.....) consacre légalement le transfert (théoriquement) tous les pouvoirs notamment de planification, développement (y compris la RRC), budgétaire et financière aux structures décentralisées que sont les Communes Rurales Développement et Communes

Urbaines. La faiblesse notoire des institutions décentralisées et les niveaux des capacités et compétences très limitées des élus locaux font que malgré ces dispositions légales et réglementaires, les progrès pour la RRC attendus dans notre pays sont insignifiants. Les fortes résistances de l'ancienne administration au changement que suppose cette volonté des autorités de moderniser notre administration locale explique certainement le peu de progrès observé depuis dans la gestion des collectivités décentralisées.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

L'absence de compétence dans la préparation et l'exécution du budget local et l'ignorance du contenu des textes d'une part et l'insuffisance des textes d'application d'autre part par les responsables et élus locaux expliqueraient le peu de progrès observé la réalité du transfert effectif et concret de ces pouvoirs par les administrations décentralisées. La volonté affichée par le nouveau pouvoir de ne confier à cette tâche que des professionnels avec à la clé la mise en place d'une École Nationale d'Administration et le recrutement et la formation au Québec au Canada cette année des formateurs de la première promotion augure de grands espoirs pour les prochains mois pour surmonter ces obstacles majeurs dont entre la formation.

Indicateur 4

Une plateforme multi-sectorielle pour la réduction de risque fonctionne

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les organisations de la société civile, les institutions nationales de planification et de financement, et les organisations clés dans les domaines économiques et du développement sont-elles représentées dans la plate-forme nationale? Oui

Membres de la société civile (les dénombrer)

5 Five (5) whit out
NGO, dont LE
PRINCIPAL EST LE
CNOSCG(CONSEIL

	NATIONAL DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE GUINÉE comprenant plusieurs membres
Institutions nationales de financement et de planification (indiquez des nombres absolus)	Two (2),
Organismes sectoriels (les dénombrer)	All public sectors and principal private sectors
Secteur privé (les dénombrer)	Principal private sectors
Institutions scientifiques et universitaires (les dénombrer)	All public academic institutions and private academic institutions
Organisations de femmes participant aux plateformes nationales (les dénombrer)	Principal women organisations
Autres (veuillez préciser)	former women minister and parliamentary

De quelle autorité la coordination des actions de réduction des risques de catastrophe relève-t-elle?

Dans le Cabinet du Premier Ministre/Président	Oui
Dans l'unité de planification et/ou de coordination centralisée	Non
Dans le Département de la protection civile	Non
Dans le Ministère de la planification environnementale	Oui
Dans le Ministère des finances	Oui
Autres (veuillez préciser)	

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

La politique du gouvernement en matière de Gestion des Catastrophes Naturelles et Anthropiques, ainsi que la coordination de la Gestion des Risques de Catastrophes est confiée par la loi L/009/AN/1996. Cependant, chaque secteur organise selon ses problèmes et réalités à travers les plans sectoriels. Cette flexibilité dans la coordination ne semble pas être bien comprise par nos partenaires sectoriels, au point que cette liberté d'actions fait que, chaque secteur a tendance à privilégier une intervention et

leadership sectoriel, naturellement préjudiciable à une réponse globale et cohérente des différentes parties prenantes lors des événements catastrophes. Cette situation est quelquefois confortée par la préférence et les complicités de nos partenaires onusiens, malgré la clarté des textes en vigueur en Guinée. Cette situation inconfortable et quelque peu confuse est de nature à réduire l'efficacité des interventions de la coordination Nationale sur le terrain et une dispersion des soutiens et interventions.

Ainsi, des outils de travail très importants ont été financés avec le soutien du système des Nations Unies et produits dans les administrations non compétentes et non averties sur l'importance, l'exigence et la qualité du travail qui requiert sa production et utilisation future. Il en résulte que de précieux financements ont été débloqués et les coûts et avantages sont discutables. Le travail restreint qui produit de tels documents expliquerait les limites du produit obtenu.

Au nombre de ces documents on peut citer la Cartographie des Risques en Guinée (CRG) financée par l'OMS-GUINÉE et le Plan de Contingence National de Contingence (PNC) avec le soutien de OCHA-GUINÉE.

Comparée au Plan National de Contingence de la petite île du Cap Vert, celui de la République de Guinée serait fait par un débutant pourrait-on dire.

Quant à la Cartographie des Risques en Guinée, elle pourrait être plus élaborée.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Cette difficulté fait que les progrès sont lents et seraient lents, si les partenaires Onusiens faisaient l'effort de travailler avec les administrations compétentes et ayant pour missions de mettre en œuvre les Politiques, Plan ou stratégies nationales ou P

programmes et projets en la matière. Cet apprentissage du travail en équipe des parties prenantes à la Plateforme Nationale est un des défis majeurs pour lever les obstacles au progrès attendus dans la mise en œuvre du Cadre d'Action d'Hyogo.

Priorité d'action 2

Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte précoce

Indicateur 1

L'évaluation des risques au niveau national et local basée sur les données concernant les aléas naturels et l'information sur la vulnérabilité est disponible et inclut les facteurs de risque sous jacents dans les secteurs clés.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Des données nationales d'évaluation multirisque permettent-elles d'éclairer les décisions de planification et de développement? Oui

Evaluation multirisques	Oui
% d'écoles et d'hôpitaux évalués	LESS THAN 10
Ecoles vulnérables aux catastrophes (les dénombrer)	NOT SPECIFIED
Vulnérabilité désagrégée des genres et capacités d'évaluation.	Oui
Les normes nationale convenue pour l'évaluation des multi risques	Oui
Évaluation des risques conservée dans une base de données centralisée (institution responsable)	Oui
Format uniformisé pour l'évaluation des risques	Non
Format d'évaluation des risques personnalisé par l'utilisateur	Non
Les risques futurs/probables sont-ils évalués?	Oui

Veillez énumérer les secteurs ayant déjà utilisé des évaluations des risques de catastrophe comme prérequis à la programmation et à la planification du développement sectoriel.

Health, MINING (chemical)....)

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Les indicateurs généralement utilisés (en tout cas dans l'évaluation du secteur de l'industrie extractive) sont ceux qui sont recommandés par le groupe de la Banque Mondiale y compris la Société Financière Internationale ou des bailleurs de fonds du projet comme la Banque Africaine de Développement ou la GIZ Allemande etc... par défaut si la réglementation nationale n'existe pas en la matière ou avec celle-ci si elle n'est suffisante ou assez consistante. L'appartenance du pays à ces organismes ou institutions ou vis versa est le fondement juridique évoqué par les institutions guinéennes pour appliquer ces réglementations.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Malgré des tentatives multiples d'obtenir un consensus sur un format d'évaluation consensuelle des risques parmi les acteurs œuvrant sur le terrain; il n'a pas été encore possible de se mettre d'accord sur un document commun; faute d'avoir une concertation d'ensemble sur le document. Cela pose problème d'ailleurs. Le chemin est encore loin d'arriver à un document partagé par tous les acteurs en terme d'évaluation des risques ou de Réduction des Risques de Catastrophe (RRC)

Indicateur 2

Des systèmes sont en place pour évaluer, archiver et disséminer les informations nécessaires sur les aléas et les vulnérabilités

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les pertes et aléas dus aux catastrophes sont-ils systématiquement enregistrés et analysés? Oui

Des bases de données des pertes dues aux catastrophes existent et sont régulièrement mises à jour.

Oui

Des rapports sont produits et utilisés pour la planification par les ministères des finances, de la planification et des différents secteurs (à partir des bases de données sur les catastrophes et les systèmes d'information)

Oui

Les aléas font l'objet d'un suivi cohérent au travers des localités et des subdivisions territoriales

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Pour les difficultés de travailler ensemble évoquées plus haut, font que nous ne disposons de données nationale unifiées, chacun pensant ainsi garder le contrôle sur le secteur dont ils sont responsables. Nous privant de l'avantage énorme de croiser les données et possibilité d'avoir un système national d'information plus opérationnel et performant. Les nouvelles contraintes d'action et de résultats devraient amener à dépasser ces difficultés actuelles de partager et capitaliser les efforts pour faire aboutir à des résultats plus solides et partagés. Le cas de la lutte semble donner des leçons dans ce sens. Le feedback de l'équipe envisagée de la gestion de cette épidémie promet des changements de comportement indispensables pour unifier les interventions futures pour maximiser les résultats et objectifs visés.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

L'espoir va grandissant au regard des résultats que l'approche de l'intervention unifiées et coordonnées des acteurs laisse entrevoir avec les résultats qu'elle permet dans la lutte contre l'épidémie d'EBOLA en Guinée, Liberia, Sierra Leone et au Mali.

Indicateur 3

Des systèmes d'alerte précoce sont en place pour la plupart des aléas naturels et transmis aux communautés.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les pays sujets aux risques sont-ils alertés à temps des risques à venir? Oui

Les systèmes d'alerte précoces agissent efficacement

Oui

Préparation au niveau local

Non

Systèmes et protocoles de communication utilisés et mis en application

Oui

Implication des médias dans la dissémination des systèmes d'alertes précoces

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

En République de Guinée le réseau hydrologique est très dense et varié, et fait peser de sérieuse menace sur les villages et villes traversés et les activités socio-économiques et les pays partageant avec la Rep de Guinée. On compte plus de 1450 cours d'eau selon les données de l'Agence Spatiale Fédérale Américaine communément appelé la NASA répartie en 23 bassins fluviaux dont 23 internationaux charriés par les principaux fleuves de l'Afrique de l'ouest dont les fleuves: Niger, Sénégal, Gambie et Mano dont dépendent plus de 200 millions d'habitants et les

activités de tout genre développées par les différents acteurs de la vie économique, agricole, pastorale entre autres. Dans le cadre de l'intégration sous régionale les organismes de bassins ont développées des Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) qui fonctionnent tant bien que mal. Des efforts restent à faire pour consolider les progrès obtenus dans la mise en œuvre du Cadre d'Action de Hyogo. L'émergence de l'épidémie d'ébola et la panique générale qu'elle a suscitée, ont montré l'importance des outils de gestion comme le SAP pour les catastrophes comme Ebola. Celle qui est en place ou celle considérée comme telle s'est montrée inadaptée pour gérer les problèmes complexes de gestion et de suivi des personnes suspects et contacts des personnes infectées et malades ou des personnes mortes de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola.

Des structures comme les Comités de Veilles (749 déjà installés et 2200 en cours d'installation) et les mobilisateurs sociaux (plus de 750) vont constituer les éléments majeurs de SAP pour rompre la chaîne de contamination des populations par le virus Ebola dans la mise en œuvre du nouveau plan de riposte appelé Élimination d'Ebola en Soixante Jours (EESJ) en Guinée.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Les services Hydro-Météo et Environnementaux (SHME) sont les plus impliqués dans la mise en place des SAP ou outils équivalents, même s'ils ne disposent pas de moyens conséquents pour faire évoluer le pays vers des progrès espérés pour une gestion et une réduction durable des risques. C'est une des raisons majeures qui explique le peu de progrès en la matière dans notre pays. Les SAP se fondent et se nourrissent des inputs en termes de données et méta-données générés par ces services de base en matière de prévention et réduction des risques. Les recommandations seraient de concentrer les efforts pour relever la capacité de production des données indispensables pour faire avancer le pays dans l'atteinte des priorités liées dont la réalisation ou la mise en œuvre est dépendante. Une synergie des interventions pourrait aider à combler les déficits de capacité et de know how qui freinent l'atteinte des objectifs visés par l'effectivité des priorités du Hyogo Framework for Action.

Ceci est un impératif pour faire faire au pays les progrès dont il souffre de l'absence.

Indicateur 4

L'évaluation des risques au niveau national et local prend en compte les risques trans-nationaux dans le but d'établir une coopération régionale sur la réduction de risque.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Votre pays participe-t-il à des actions régionales ou infrarégionales de réduction des risques de catastrophe? Oui

Mise en place et maintien de suivi des aléas au niveau régional

Oui

Évaluation des risques au niveau régional ou infrarégional

Oui

Alerte rapide régionale ou infrarégionale

Oui

Définition et mise en œuvre de protocoles pour le partage transfrontalier d'informations

Oui

Mise en place et affectation de ressource aux stratégies et au cadres d'action régionaux et infrarégionaux.

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

La République de Guinée est très active dans les organismes régionaux de bassins fluviaux à cause de son potentiel hydrographique exceptionnel et très riche. On dénombre plus de 1400 cours d'eaux selon les données récentes de l'Agence américaine de l'espace la NASA, se répartissant en 23 bassins fluviaux dont 13 bassins fluviaux internationaux.

Plusieurs organisations sous-régionales de bassins comme l'Autorité du Bassin du Niger (ABN, le plus long fleuve de l'Afrique de l'Ouest, plus 4200 km et un débit de 5589 m³ et traversant plus de 9 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour se jeter dans l'Océan au Nigeria à partir du delta de même nom), Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS, près de 1800 km de long et traversant plus de 5 pays de l'Afrique de l'Ouest dont le Sénégal, Mali, la Mauritanie...), Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG, plus de 1130 km et traversant la République de Guinée, le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau), l'Union du fleuve Mano (MANO RIVER UNION) pour ne

citer que ceux là.

Dans le cadre du projet GHENIS ET GHERINS initié avec la coopération Technique et Financière avec les pays Bas ,

un système de gestion et de surveillance du régime hydrologique du Niger Supérieur avec possibilité de suivi sur internet a permis de contrôler et suivre en temps réel par exemple la pollution du fleuve. , grâce à la collecte des données physico-chimiques chimiques que la

Plateformes de Collecte de Données (PCD) avec des capteurs ont enregistré à travers le réseau de PCD implantées par le projet.

Les redevances pour les biens et services environnementaux est assez embryonnaires . C'est avec les institutions du fonds de l'hydraulique par le dernier code de l'eau que les redevances sur les ressources en eaux sont perçues auprès des petites industries essentiellement à Conakry et Cote d'Ivoire et l'industrie minière et vont alimenter le fonds de l'hydraulique. Le niveau des mobilisations sont assez faibles et ne semble pas attirer l'attention des décideurs du secteur

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Les risques de conflits se sont fait jour autour de ressources et leurs usages . ce sont les ressources foncières, hydrauliques minières et pastorales dans les zones frontalières, notamment avec le Mali (Or, terre cultivables et pâturage et ressources en Eaux), la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau (pétrole) et la Sierra Leone (Pétrole)

Priorité d'action 3

Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux

Indicateur 1

Des informations relatives aux aléas sont disponibles et accessibles à tous les niveaux, pour tous les acteurs (à travers des réseaux, et le développement de systèmes d'échanges d'information)

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Y a-t-il un système national d'information sur les catastrophes? Oui

La diffusion proactive de l'information	Non
Mise en place de mécanismes d'accès/diffusion (Internet, programmes d'information radiotélévisés)	Non
Les informations sont diffusées avec directives proactives de gestion des risques de catastrophe	Non

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Le MINISTERE DE ENVIRONNEMENT DES EAUX ET FORETS a dans sa structure d'un Centre Observation et de Suiveillance de Environnement (CNOSE) qui dispose d'une antenne de reception et une base de données des images satellitaires, obtenu dans le cadre de la cooperation avec l'UNECA de l'UNION AFRICAINE et l'UNION EUROPEENNE.

Cependant, il ne dispose pas d'équipement complémentaire pour traiter ces données satellitaires pour satisfaire les multiples demandes et besoins des usagers. De nos jours seul les usagers oeuvrant dans la gestion de l'environnement trouvent satisfaction dans le secteur de la gestion de la couverture végétale et des terres. Faute de disposer des applications et de logicielles appropriées, pour analyser et interpréter les données satellitaires pour la prévention et la gestion des catastrophes.

Le Pays et le CNOSE pas plus que le CNGCUE (NADMO-GUINEE) ne dispose pas de nos jours de mécanisme ou réseau élaboré tels que évoquer plus haut pour offrir des services aux multiples usagers et demandeurs des données et informations pour le développement des programmes et projets nationaux et sous régionaux. Le manque des institutions fortes et d'affectation budgétaire dédiée à ces activités font que les progrès notés dans ces domaines sont résiduel ou fragmentaires. Cela expliquerait le peu de visibilité en termes d'avancé de fourniture de service de données et d'information utilitaire. Le Centre National de Gestion des Catastrophes et Urgences Environnementales travaillerait à opérationnaliser une unité d'analyse, de traitement et de dissémination des données sur les risques et leurs réduction.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Les explications sont essentiellement la faiblesse des institutions en charges de ces questions (position de Service Rattaché au cabinet du Ministre et sans budget propre entre autre). L'ignorance des décideurs clés et l'absence de mise à niveau ou de formation des responsables sur ces questions dans le pire des cas d'espèces.

Indicateur 2

Les programmes scolaires, le matériel d'éducation ainsi que les formations incluent la réduction de risque ainsi que les concepts et pratiques de reconstruction.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

La réduction de risques de catastrophes est-elle incluse dans les programmes de l'éducation nationale? Oui

À l'école primaire	Oui
Au secondaire	Oui
Programme de l'université	Oui
Dans l'enseignement professionnel	Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Les efforts déployés n'ont pas été suffisants pour voir le système éducatif formaliser dans les curricula intégrant la réduction des risques de catastrophe enseigner de façons efficaces dans toutes institutions. L'indisponibilité de programme ou module d'enseignement appropriés de prêt à l'emploi a été selon la plupart des acteurs du système éducatif serait l'obstacle essentiel à l'obtention des avancées attendues dans notre pays.

La solution de plus en plus préconisée serait de prendre pour un départ l'exemple des pays qui ont obtenus des avancées sur cette voie. Les modules d'enseignement actuellement dispensés (là où cela existe, puisque toutes les institutions n'en disposent pas) ne sont pas appropriés pour la plus part. Il y a un intérêt de plus en plus croissant pour ces questions chez les diplômés sans emploi et les ingénieurs juniors qui retournent de plus en plus pour prendre des cours en matière de santé, sécurité et environnement.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Le passage foudroyant de l'épidémie d'Ebola les conséquences catastrophiques sur la vie et tous les secteurs du développement socio-économique et culturel pour ne citer que ceux-ci (diminution ou perte de la Production Intérieure Brute de 4.5 à 1.3) et le démarrage de mega projet miniers de classe mondiale avec la construction de grande infrastructures portuaires et ferroviaires et les raffineries d'alumine (chiffré à plus de USD 50 milliards) expliquerait le regain d'intérêt pour les questions de réductions des risques en générale et de sécurité industrielle et immobilière. Plus USD 15 milliards() ont conduit à un nouveau regard sur cette question, qui ne semblait guère être une préoccupation et des décideurs politiques et économiques

Indicateur 3

Des méthodes de recherche et des instruments pour évaluer les risques multiples ainsi que des analyses de la rentabilité sont développés et renforcés.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

La réduction de risque de catastrophes est-elle incluse dans le budget national alloué à la recherche appliquée? Oui

Recherche sur les programmes et les projets	Oui
Mise en application/utilisation de résultats de recherche, produits ou études par des institutions publiques et privées	Oui
Etudes sur les coûts et les bénéfices de la réduction de catastrophes	Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Des efforts sont en cours pour arriver une situation de démarrage de cette activité. IL n'ya pas vous en douté, de projet dédié entièrement a la question, Des projets de recherche integrent de plus en plus des modules de recherche sur les RRC, pour ameliorer la connaissance et la maitrise des risques. Dans le cadre de l'évaluation des projets d'infrastructure ferroviaire et aéroportuaires dans le cadres des méga-projets dans les secteurs miniers et hydro-électrique, cette pratique est de plus en plus exigés par les opéérateus et acteurs économiques.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

En Guinée la couverture et protection sociale sont très faibles (2 à 3 pourcent de la population) comparée aux autres pays de la sous-région, des études au niveau de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) ont été entreprises pour l'élargissement progressif de la couverture sociale à la fois aux secteurs non structurés et non structurés, quoique des obstacles liés à la précarité des ressources dans le secteur non formel ne permet pas un grand espoir dans cet élargissement. Quant au secteur formel, aujourd'hui la CNSS compte 360 employeurs actifs réguliers qui payent les cotisations pour 51000 assurés cotisants. En effet, cela est inadmissible, on dénombre 7195 entreprises immatriculées sur 1945 en activités.

Indicateur 4

Des campagnes d'information au niveau national existent pour créer une culture de prévention avec une diffusion dans les communautés urbaines et rurales

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les campagnes d'éducation du public sur la réduction des risques de catastrophe destinées aux collectivités et autorités locales exposées incluent-elles les risques de catastrophe? Oui

Campagnes d'éducation du public pour mieux sensibiliser aux risques	Oui
Formation du gouvernement local	Oui
Gestion des catastrophes (préparation et intervention d'urgence)	Oui
Gestion préventive des risques (risques et vulnérabilités)	Oui
Directive pour la réduction des risques	Oui
Accessibilité de l'information sur la réduction de risque de catastrophes au niveau des communautés	Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

IL faut admettre que ce processus est plutôt à ces débuts en pratique. Faute d'allocation budgétaire, ces activités souffrent d'exercice dans la pratique, quoique, présentant un intérêt évident pour aller de l'avant dans la mise en œuvre de notre Cadre d'Action National. Les leçons apprises ou entraînent d'être apprises sur la place de l'information et la sensibilisation du public ont amélioré la perception des acteurs et décideurs à tous les niveaux pour une visibilité grandissante de la lutte contre l'épidémie. Aujourd'hui, la synergie des médias publics et privés (plus de 50 radios et télévisions) a grandement permis de favoriser la lutte contre l'épidémie devant la montée de la résistance, et la résistance devant les conseils souvent à l'encontre des pratiques traditionnelles et religieuses trop souvent incompatibles avec les mesures visant à briser la chaîne de contamination.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

La place de la sensibilisation et de l'information du public semble être un outil de choix pour contrer la propagation de l'épidémie sur le terrain.

Priorité d'action 4

Réduire les facteurs de risque sous-jacent

Indicateur 1

La réduction des risques de catastrophe est un objectif intégral pour les politiques et les plans d'environnement incluant la planification, la gestion des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il un mécanisme pour protéger et restaurer les services régulateurs pour les écosystèmes? Oui

Législation pour la protection des espaces	Oui
Paielements pour les services des écosystèmes	Oui
Planification intégrale (par exemple la gestion des zones côtières)	Oui
Evaluation des impacts environnementaux	Oui
Projets et Programmes sur le changement climatique	Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

La loi L /009/AN/1996 l'ordonnance 045/PRG/SGG/87 Portant code sur la protection et la mise en valeur de l'Environnement et les codes sectoriels et textes d'applications qui ont été ont été generés par la mise en oeuvre de ces differents textes legislatifs et juridiques et differents instruments juridiques internationaux ont permit d'avoir une base de protection durable de l'environnement en Guinée.

Cependant , il est a remarque que malgré ce progres notable dans la préparation des textes indispensables pour assurer une gouvernance environnementale favorable a un developpement durable, il a manqué la mise a disposition de ressources financiere consequente pour leur application consequentes. on a denoté une degradation notoire de ll'environnement naturel avec une augmentation des risques environnementaux et la baisse de la qualité des biens et services écosystemiques L'usage et l'aplication des outils de planifications environnementales comme les évaluations environnementales et les études de dangers connait une application encore tres limitées. La question de l'évaluation financiere et la compensation des impacts residuels apres les mesures de mitigation et des du Paiement des Services Ecosystemiques(Biens et Services), sont au debut d'application dans notre pays ,mise a part les biens écosystemique comme (ressources en eaux)ou le fond de l'hydraulique recupere les redevances du prelevement et de l'usage de l'eau sont facturés selon pour alimenter ce fonds.On evalue a plusieurs dizaines de milliards de francs guineens par an , les montants mobilisés par les autorités du fonds selon les dispositions du nouveaux code de l'eau.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Le Ministere de l'Environnement des Eaux et Forets a engages des series d'ateliers et reflexion en 2013 - 2014 sur la valorisation d'entre autres biens et services dont le Paiement des Services Ecosystemiques(Biens et Services Ecosystemiques). Le projet de revisions de la législation en cours de préparation pourrait consacré l'élargissement de la notion de Paiement Ecosystem Service(PES) aux autres biens et services comme l'air et ,l'Eau par exemple.

Indicateur 2

Des politiques et des plans sociaux de développement sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il des réseaux de protections sociales augmentant la résilience des constructions, des communautés, des quartiers? Oui

Assurances pour les cultures et les propriétés	Oui
Plans de garantie de l'emploi intérimaire	Oui
Transferts d'argent sous réserve ou non	Oui
Microfinancement (épargne, emprunts, etc.)	Oui
Micro assurances	Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Les systeme protection et de couverture sociale ont toujours été une préoccupation pour le gouvernement surtout de nos jours, quoique faible sur le double plan des branches gerées et des population couvertes..

Actuellement on distingue schématiquement qui sont gérés respectivement *a Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et le Budget National (BN)

Le Budget National gere le regime dédié aux travailleurs relevant du stat general de la fonction publique (fonctionnaires et les agents militaires).Ce regime comporte deux branches seulement , a savoir les pensions et prestations familiales.Il a la particularité d'etre jusqu'a present un regime non contributif, dans la mesure ou ou il n'est pas financé par des cotisations.C'est un regime gratuit et cette gratuité expliquerait en partie le nivear assez bas des prestations servies.La CNSS , quant a elle , gere un regime qui comporte quatre branches: les pensions, les risques professionnels, les prestations familiales et la maladie.Elle gere également un fonds d'Action Sanitaire et Sociale.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Les defits sont multiples, comme il apparait a travers la description laconique qui precede.Toutefois , le deficit majeurs pour assurer son opérationnabilité est l'organisation de son financement, puisque la gratuité actuelle ne s'aurait demeurer.les reformes en cours dans le secteur public et que les deux decrets présidentiels datés de decembre 2014, instituant la caisse de prevoyance sociale et l'Institut National de l'Assurance Maladie piour les fonctionnaires ont consacrés la mise en oeuvre , donne l'espoir d'un changement effectif de la situation actuelle grace aux negociations syndicales Tripartite entre le Gouvernement les syndicats et le patrons.

Indicateur 3

Des politiques et des plans sectoriels, d'économie et de production sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les risques et bénéfices de la réduction de risque de catastrophe sont-ils inclus dans la planification d'investissements publics? Oui

Systèmes publics nationaux et sectoriels d'investissements incluant la réduction de risque de catastrophes

Oui

Veillez fournir des exemples spécifiques (infrastructures publiques, transports et communication, ressources économiques et facteurs de production

Projet avec
Integration de DDR :
Le projet de
Backbone
National(Fibre Optique-
telecommunication,
cout USD:238 MI
millions)Le projet
integre de chemin
de fer et port en eau
profonde
TransGuinée et de
Port a usage
multiple de Simandou
Fer(SIMFER, cout
en U

Investissements dans la modification des infrastructures, incluant les écoles et les hôpitaux.

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

La crise sanitaire (épidémie ebola)que connait le pays depuis le 6 decembre 2013 a permit de mettre a nu les insuffisances et defaillances du Systeme National de Santé (SNSP) et de la Politique Nationale de Developpement de Santé (PNDS). Cette situation dans le secteur sanitaire est revelateur des problemes dans les autres seccteurs. La précarité est observée dans les autres secteurs comme l'enseignement.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

La degradation poussée de l'environnement favorisée par les changement d'orientation politique et économique que le changement de régime politique de 1985 a favorisé a rompue la treve écologique ou la période grace environnementale que la promulgation et l'application de la loi FRIA de 1977 a permise. Faute mesure d'accompagnement et de l'application de nombreux textes de lois et reglementation qui ont été élaborés et et promulgués, on a note une dimunition de la durabilité environnementale et un accroissement sans précédent de la vulnérabilité environnementale dans pays. Ainsi les forets de mangrove qui occupaient plus de 350. font moins de 250 000 hectares. Impactant negativement la variété et la quantité des ressources halieutiques sur la zone littorale de la Republique de Guinée.. La foret "ecouvrait plus de 14 millions hectares de forets vierge, aujourd'hui cette superficie egale moins de cette moitié. Consequences , les cours d'eaux connaissent une degration natable avec des baisses de debits suite a la degration inconsidérée des berges par desactivités de fabrication de briques et auitre materiaux de contructions

Indicateur 4

La planification et la gestion des établissements humains intègrent des éléments de réduction du risque, y compris l'intégration des normes de construction.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Y a-t-il des investissements pour la réduction des risques pour les zones urbaines vulnérables? Oui

Investissements dans les infrastructures de drainage dans les zones inondables	Oui
Stabilisation des pentes dans les zones sujettes aux glissements de terrains	Non
Formation des maçons aux technologies de construction sûres	Oui
Distribution de terres sans risque aux ménages et aux collectivités à faible revenu	Oui
Intégration de risque dans la réglementation relative au zonage des terres et à l'aménagement immobilier privé	Oui
Réglementation de la délivrance des titres de propriété	Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Des progres notables sont envisagés avec la celebration de la journée mondiale de l'habitat chaque pendant cette decennie et les ecroulement d'immeuble recemment contruit et qui n'ont pas respectés les normes de construction et les orientations et directives du de construction. Les degats engendrés quoique se limitant aux materiels ont mobilisés et attirer l'attention du conseil du gouvernement et les ordres professionnels de l'architecture et ingenieur de batiments et ponts et chaussés. Une nouvelle politique de l'habitat a été adopté et promulgué par les autorités en 2014 et les directives et normes de construction ont été etoffées ety rendues plus severe et contraignant

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Les restent multiples, malgres la nouvelle dynamique les series d'accidents ont poussés le gouvernement a plus de rigueur dans le secteur de l'habitat. Le foisonnement des habitats précaires et sauvages dans les peripheries de conakry et les complication le nombre grandissants des besoins se services publics en eaus,assainissement et electricité

Indicateur 5

La réduction des risques de catastrophe est intégrée dans les processus de reconstruction et de réhabilitation.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les programmes après l'apparition de catastrophe intègrent-ils explicitement un budget pour la réduction des risques de catastrophe et un relèvement résilient? Oui

% des fonds pour la reconstruction alloués à la réduction du risque de catastrophes

More than USD:295 millions;(Recovery Recontruction of sanitary systeme after EBOLA épidemicc Not specified for 2015)

Renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophe des autorités locales pour les opérations d'intervention et de relèvement

Oui

Évaluation des risques lors de la planification des opérations de relèvement et de reconstruction avant et après catastrophe

Oui

Mesures prises dans le domaine du genre humain dans la phase de rétablissement après une catastrophe

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

L'intégration de la réduction des risques est une pratique assez récente dans l'entendement actuel du concept. Des événements malheureux notamment dans le secteur immobilier ces trois dernières années (chute des immeubles, faute du respect des normes de construction). Le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Ville a été instruit par le conseil des ministres de renforcer le contrôle de l'application du code de construction et de mettre en place de nouveaux règlements pour consolider la législation et la réglementation en vigueur.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Après un atelier les 14 - 15 janvier 2014 de renforcement de capacité des parties prenantes à la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes, Universal Concern, une Organisation Non Gouvernementale Américaine et Centre National de Gestion des Catastrophes et Urgences Environnementales (CNGCUE) ont implanté une quarantaine de Comités Villageois pour la Réduction des Risques de Catastrophes (CVRRC) dans la région de Kindia pour fortifier les communautés dans la construction de leur résilience face aux catastrophes. L'absence de ressources budgétaires est la raison des progrès lents obtenus cette année et d'autres de même ordre.

Les dotations budgétaires ou assistances financières par les gouvernements ou les partenaires dans la mise en œuvre du HFA est indispensable pour arriver aux progrès attendus dans la mise en œuvre de CAH dans nos pays.

Indicateur 6

Des procédures sont en place pour évaluer l'impact de la réduction de risque dans les principaux projets de développement notamment les infrastructures

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les incidences des grands projets de développement sur la réduction des risques de catastrophe font-elles l'objet d'une évaluation? Oui

Les coûts/avantages de la réduction des risques de catastrophe sont-ils pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des grands projets de développement? Oui

Est-ce que les Impacts des risques de catastrophes prennent en compte l'évaluation de l'impact environnemental?

Oui

Par les autorités et institutions nationales et infranationales

Oui

Par les acteurs internationaux du développement

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

La République de Guinée dispose de législation et textes juridiques ou réglementaires appropriés pour évaluer les impacts des Politiques ,programmes et projets de développement, notamment l'ordonnance 045/PRG /SGG/87 , les nouveaux code miniers de septembre 2013 et pétroliers de Décembre 2014 et ses guides et textes d'applications notamment dans les évaluations environnementales et études de dangers. Toutefois , il est avouer que ces différents sont quelque peu fragmentaires et limités à certains égards et dans certains domaines d'actions

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Quoique disposant d'une législation et réglementation en matière d'évaluation environnementale et de d'études de dangers, il faut reconnaître le caractère sommaire et quelque peu fragmentaire. Néanmoins, il a le mérite d'exister et capable de servir de base pour conduire des évaluations environnementales et des études de dangers pour les grands projets notamment dans les secteurs miniers ,hydroélectrique , agro industriels et les mega projets infrastructurelle (chemins de

fer d'une capacité de plus de 100 millions de tonnes de fer avec le projet SIMFER sa et le projet de port minier le plus grand de l'Afrique avec un investissement de plus de USD 25 MILLIARDS pour ne citer que celui là. Plus de USD de 45 milliards de sont prévue pour la construction d'une demi douzaine raffinerie d'Alumine de grande capacité-plus de 4 000 kilotonnes)qu'exigent leurs mise en oeuvre. Le peu d'expérience des cadre commis a la tache et leurs faible niveau de competence ajouté a une législation et reglmentation peu forte et coherente notamment en matiere d'études de dangers font que les progres attendus ne sont là. Les conflits de competences entre les services d'évaluations environnementales proprement dites (BGEE) et Celui des d'évaluation, d'analyse et de réduction des risques (CNGCUE) empeche la pleine réalisation de cette mission de reduction des risques au niveau national. L'espoir demeure avec le démarrage des mega-projets miniers, hydro- électrique etr infrastructurels est entrain d'apporter un éclairage le contact des grands experts etrangers aidant venant dans le cadre de ces projets.

Priorité d'action 5

Renforcer la préparation des populations aux catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent

Indicateur 1

De solides politiques, des mécanismes et des capacités institutionnelles pour la gestion de risque ont été mis en place dans une perspective de réduction de risque.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il, à l'échelle nationale, des programmes ou politiques de préparation aux catastrophes, de planification d'urgence et d'intervention? Oui

La réduction des risques de catastrophe est intégrée à ces programmes et politiques

Oui

Des mécanismes institutionnels sont mis en place pour la mobilisation rapide des ressources en cas de catastrophe, et font appel à la société civile et au secteur privé en sus du soutien du secteur public

Oui

Des politiques ou programmes nationaux sont-ils en place pour défendre les écoles et les établissements de santé en cas de catastrophe? Oui

Politiques et programmes pour la sécurité des écoles et des hôpitaux

Oui

Exercices de simulation et formation aux urgences dans les écoles et les hôpitaux

Oui

Les risques de catastrophe futurs sont-ils anticipés au travers du développement de scénarios et de la planification de la préparation? Oui

Des scénarios de risques potentiels sont développés en prenant en compte les projections de changement climatique

Oui

Les plans de préparation sont régulièrement mis à jour en fonction de scénarios de risques futurs Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Yes En Republique de Guinée, il existe bel et bien des Politiques et Programmes pour la preparation aux catastrophes.La decennie internationale pour la reduction des risques naturels (1989-1999) a permit de dote le pays entre autre outils d'un plan National de Gestion des catastrophes et dans le cadre dela mise en oeuvre du Cadre d'Action de Hyogo (CAH), OCHA -Guinée en 2010 a permit l' elaboration d' un Plan National de Contingence de planificatuib et de reponse. faute d' une allocation ces outils ne sont pas mise a jours systematiquement;qouque le PAM - Guinée aide a cet exercice face aux rosque de famine et de secheresse

La Reduction des Risques de Catastrophe sont plus ou moins integrés selon qu'il existe une capacte d'intégrée dans les Plan de Préparation et de reponse . Il ya un deficit notoire de capacité et de competence en la matiere. a tout les echelons des services de Prearation et de planification et de competence en la matiere. Cela devient un facteurs bloquant et un obstacle pour obtenir des progres attendus dans la mise en oeuvre du CAH.

Des ateliers de mise a jours de ces cadre est insispensqble poue surmonter ces difficultés de parcours des parties prenantes a ce procesus de mise en oeuvre du CAH en Guinée.

Des mecanismes institutionnels existent, quoique les rivalités inexplicables (Le mandat ou mission et les attribution de chaque institution faisant foi)entre les ministeres techniques majeurs empeche une coordination unifiée. La Mobilisation rapide mobilisation des ressources pour les catastrophes avec la societe civile et le secteur privé en synergie avec le secteur prive souffre de la pesanteur que genere cette situation.

Il n'existe pas de politique ou de proprogramme formalisés comme tel .Des institutions ou ONG comme la FISCR et Societe Nationale de la Croix Rouge Guinéenne développées des projets pilotes dans les ecoles et hopitaux de la region naturelle de la base guinée (Conakry, Coyah et Forecariah). Un feedback et une seance d'analyse et de partage prevoyait l'elaboration d 'une stratégie et la matiere sans produire un document aprouvé par la plateforme nationale.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

La volonté affichée des partenaires sectoriels de travailler le plus souvent sans implication significative des autres acteurs dans l'unique souci de contrôler leur projet expliquerait cette attitude.

Indicateur 2

Des plans d'urgence et de préparation aux catastrophes sont en place à tous les niveaux administratifs et des exercices de simulation ont lieu pour tester et développer les programmes de réponse aux catastrophes.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les plans de contingences, les procédures et les ressources sont-elles en place pour faire face à une catastrophe? Oui

Les plans d'intervention tiennent compte des spécificités des deux sexes	Oui
Plans d'urgence/de gestion des risques pour une prestation continue de services de base	Oui
Centres opérationnels et de communication	Non
Groupes de recherches et de secours	Oui
Stocks de matériels de secours	Oui
Abris	Oui
Installations médicales sûres	Oui
Prise en compte de la spécificité des personnes âgées et handicapées dans les secours, les refuges et les installations médicales d'urgence	Non

Les entreprises sont des partenaires proactifs de la planification et des opérations d'intervention.

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Dans le cas spécifique de la lutte contre l'épidémie d'EBOLA des centre de transit et ou de Soins ou traitement (CT -10 & CTS - 7) ont été construit avec l' aide de la Coopération Chinoise (CHINAID), Americaine (USAID),l'Union Européenne ,plus d'un milliards d'euro (ECHO, surtout la ccoopération allemande - GIZ, de 110 millions d'EURO), Nations Unies(Representation PNUD,OMS,UNICEF? UNFPA en Guinée). Au niveau des entreprises,il y a des embryons pour faires face au catastrophes surtout au niveau des PME & PMI Dans les grandes entreprises minieres oeuvrant dans la tproduction et la transformation du fer et de la bauxite notamant ainsi que la distribution des produits petroliers..il y a les systemes de gestion des risques en place tres sofistiqué .Cependant des carences notoires sont observées pendant leurs activation dans le cadre des exercices de simulations organisées pour le controle des dispositifs des de Plan d'Opération Interne (POI) et Plan de Contunuation (PC).

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonte dans le future.

Des efforts sont a faire pour dépasser et relever les defis qui se posent de nos jours a notre pays enj matiere de reduction des risques de catastrophes.Parmi eux il y a la formation et le grand travail de plaidoyer national.IL semble que l'ignorance et le faible niveau de compréhension des question ou probleme de Réduction des Risques de Catastrophe (RRC) et Gestion des Risques de Catastrophes (GRC).La gestion difficile de la crise sanitaire de l'épidémie de la fièvre hémorragique a virus EBOLA aura permis de mieux sensibiliser les decideurs sur les ibnterets t dangerosité de la question

Indicateur 3

Des réserves financières et des plans d'urgence sont en place pour assurer la réponse effective et la reconstruction quand cela est nécessaire.

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il des dispositions financières pour faire face à des catastrophes majeures?
Oui

Fonds nationaux de prévoyance pour les catastrophes

Oui

La réduction des risques futurs est prise en compte dans l'utilisation de fonds catastrophes

Oui

Dispositifs d'assurance et de réassurance

Oui

Obligations-catastrophes et autres mécanismes du marché des capitaux

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

L'occurrence et la manifestation des catastrophes jusqu'à une époque récente avait une magnitude et portée et portée moindre pourrait on dire. Ce qui faisait qu'elle étaient classées le plus souvent dans la rubrique des faits divers dans la presse écrite nationale. IL n'était pas difficile que les décideurs politiques n'en fasse guère qu'une préoccupation éphémère de la cité.

La problématique de la gestion des catastrophes est revêtue un autre caractère, une autre perception chez décideurs et dans l'imaginaire populaire. Avec plus de 980 personnes guéries les populations comprennent que les catastrophes comme l'épidémie EBOLA peuvent être circonscrites, contrôlées et enrayer si des moyens conséquents sont consentis dans la préparation et la lutte. et

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

La mauvaise compréhension de la problématique de la Réduction des Risques de Catastrophes et les enjeux de développement durable qui sont liés à sa mise en application explique la grande question qui entoure cette question

Indicateur 4

Des procédures sont en place pour l'échange d'informations durant les aléas et catastrophes, et pour effectuer des analyses post-catastrophes

Niveau de progrès atteint? 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il une méthode ou des procédures pour évaluer les dommages, les pertes et les besoins en cas de catastrophe? Oui

Méthodologies accessibles pour l'évaluation des dégâts et des pertes

Oui

Méthodes d'évaluation des besoins après catastrophe

Oui

Prise en compte de la sexospécificité dans les méthodes d'évaluation des besoins après catastrophe

Oui

Identifiez les Ressources humaines et les formé.

Oui

Donnez le descriptif et les contraintes pour l'ensemble des indicateurs clé (pas uniquement les moyens de vérification)

S'il vous plaît décrire quelques-unes des principales raisons pour contextuelle du pays classement / évaluation pour le niveau indiqué de progrès.

Les procédures en place pour échanger les informations pendant et après les catastrophes sont rudimentaires et fragmentaires pourrait-on dire. La faiblesse et la fluctuation des dotations budgétaires allouées pour le fonctionnement des institutions font que l'opérationnalisation de ces procédures sont quelque peu difficile. Les difficultés liées à la coordination effective des activités et intervention des parties

prenantes attribuable pour l'essentiel à la faiblesse ou à l'inexistence des ressources budgétaires dédiées explique les difficultés de surmonter ces obstacles ou déficits du fonctionnement des outils et les procédures de mises en œuvre. La formation et la compréhension nettement insuffisants sur la nécessité de ces mécanismes et bonnes pratiques de la majorité des partenaires parties prenantes constituent outre l'inexistence de soutien budgétaire à ces activités des contraintes à la viabilité de nos systèmes de management des catastrophes dans notre pays. Il est à espérer que le formidable plaidoyer que gestion de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola a favorisé une plus grande ouverture d'esprit et de compréhension de la Gestion des Risques de Catastrophe. quoique nous regrettons la duplication ou la superposition des structures et mécanismes de gestion que l'intervention désordonnée au début de la lutte contre l'épidémie des partenaires étrangers permis. Des réunions d'harmonisation et de partage de leçons apprises permettront de corriger ce qui a échoué dans le déroulé de nos institutions et mécanismes en place.

Donnez une explication sur le contexte et les raisons principales qui expliquent pourquoi le pays a été évalué au rang indiqué. En particulier, soulignez les défis rencontrés par les autorités nationales et les agences partenaires et faites des recommandations sur ce qui peut être fait pour les surmonter dans le futur.

Le manque de rationalisation de nos efforts et interventions que le souci de contrôler et conduire les activités et les ressources affectées à leurs mises en œuvre expliquerait en grande partie. L'intégration insuffisante des activités et la multiplicité des coordinations sur le terrain semble dans le cas de la lutte contre Ebola amoindrir l'efficacité des actions sur le terrain. Ainsi, dans le cas de la lutte contre la Fièvre Hémorragique à Virus Ebola, il constitue un frein à l'efficacité dans la lutte (faible contrôle et suivi des contacts et rupture de la chaîne de contamination par la grande mobilité que favorise la coordination multiple.

Facteurs de progrès

a) Approche qui intègre une perspective multi-aléas de la réduction de risque et de développement

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Est-ce que des rapports, études et atlas existent sur les aléas multiples dans le pays ou la sous-région?: Oui

Si oui, sont-ils mis en application dans les politiques de planification du développement?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

Nous sommes au tout debut du processus et des efforts pour documenter et cartographier des risques. Le soutien de l'OMS-Guinée pour elaborer la cartographie des risques a ete conduite avec une direction qui n'est pas competente pour preparer et gerer de telle etudes ou evaluation pour des raisons que nous ne comprenons pas les agents des nations unies ont preferés travailler avec la Direction Nationale du Cadre de Vie plutot qu'avec le Centre National de Gestion des Catastrophes et Urgences Environnementales. La cartographie des risques produite ne sont pas geolocalisés et ne sont organisés en Base de Données ou Systeme d'Information Geographique pour garantir une exploitation rationnelle et efficientes et objectives des données et informations.

La carte est trop primitive et d'utilisation assez restreinte. elle n'a de merite que de preciser de maniere grossiere la region ou zone ou le risque existe, a plus raisons de geolocaliser les risques (coordonnées géographiques). Le TDR a ete elaborer de maniere trop generale et sommaire et le consultant ne disposait d'une experience appropriée pour faire ce travail. C'est a ce demander s'il eut un travail de terrain consequent, car une lecture des documents de travail dans les services competents des differents secteurs pour elaborer un document bien meilleur que ce qui a été fournie par le consultant de OMS - Guinée.

b) La prise en compte de la question du genre et de la réduction du risque est adoptée et

institutionnalisée

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Des données ventilées par sexe sont-elles disponibles et utilisées dans le cadre des prises de décision concernant les actions de réduction des risques et de relèvement ? : Oui

Les disparités entre les sexes sont-elles prises en compte de façon adéquate et sensée dans la conceptualisation et la mise en œuvre des politiques et des programmes? : Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

Des cliniques juridiques animés par des parajuristes formées parmi les femmes sont actuellement en essai en phase pilote dans certaines communes à Conakry. Pour expérimenter et vulgariser auprès des populations vulnérables et nécessiteuses de la capitale avant d'élargir dans les autres préfectures et communes du pays.

Lors des conflits (1999-2003) dans deux des trois pays du MANO RIVER UNION à savoir le Libéria, la Sierra Leone, les femmes étant donné qu'elles subissaient les pires conséquences de cette guerre civile dans leurs pays se sont organisées pour arrêter la guerre alors que toutes les organisations continentales (Organisation de l'Unité Africaine actuelle Union Africaine) et sous continentale (Communauté de l'Economie des Etats de l'Afrique de l'Ouest) ont échoué. Les organisations nationales des femmes des trois pays qui sont le Libéria, la Sierra Leone en guerre et la Rep de Guinée se sont données les mains et ont effectué de longs plaidoyers auprès des dirigeants des trois pays de l'Union Mano River et plus tard de la CEDEAO et l'OUA essentiellement avec le soutien très fort de la Communauté internationale. La Guinée qui a échappé grâce à la toute puissante protection et miséricorde de ALLAH notre seigneur a joué un rôle de pionnier dans la mise en place et la réussite de ce grand plan de paix et de pacification, comme elle a su le faire dans la lutte coloniale de libération et d'émancipation de la Guinée et de l'Afrique.

c) Les capacités pour la réduction de risque sont identifiées et renforcées

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Les agences, institutions et administrations désignées comme responsables au niveau local disposent-elles des moyens requis pour contrôler le respect de la réglementation en matière de réduction des risques?: Oui

Les institutions locales, les comités de village, les collectivités, les bénévoles ou encore les associations pour le bien-être des citoyens sont-ils correctement formés pour intervenir en cas de besoin?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

Les leçons apprises dans la lutte contre l'épidémie de la Fièvre Hémmorragique à virus EBOLA ont montré l'inefficacité et l'ineffectivité des structures qui ont été mises en place lors de la Décennie Internationale pour Réduction des Risques Naturels (1998-1999), faute de moyens financiers corrects pour assurer entre autres tâches une formation continue et la mise en place de structures fonctionnelles bottom up ou top down. La construction institutionnelle a été revue pour donner une résilience aux communautés dans leur lutte pour éliminer l'épidémie. Des obstacles majeurs (réticence et persistance des croyances traditionnelles et religieuses, notamment attachement aux rites funéraires traditionnelles entre autres) se sont fait jour dans ce combat contre le virus maudit de la Fièvre Hémmorragique à Virus EBOLA.

d) Des approches de sécurité humaine et d'équité sociale sont intégrées dans la réduction de risque et des activités de reconstruction

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Les programmes prennent-ils en compte les risques qui pèsent sur les groupes les plus vulnérables et marginalisés sur le plan socio-économique?: Oui

Des mesures de protection sociale / mécanismes des précautions appropriés sont-ils correctement mis en œuvre afin de protéger contre les vulnérabilités socioéconomiques et politiques spécifiques?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

IL apparait dans loi des finance (2014-2015)un programme de protection sociale pour les travailleurs et les personnes vulnérables qui se presente ainsi qu'il suit

e) Des engagements et des partenariats avec des acteurs non gouvernementaux, la société civile , le secteur privé ont été encouragés à tous les niveaux

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Des moyens et des sources sont-ils identifiés pour la transmission des connaissances ou des expériences locales en matière de réduction des risques de catastrophe?: Oui

Si oui, ceux-ci sont-ils intégrés d'une manière significative dans les plans et les activités de réduction des risques de catastrophe à l'échelle locale, infranationale et nationale?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

L'initiative des femmes de Mano River Union pour la paix dans leurs plaidoyées ont utilisée le principe de non violence pour arreter la guerre. A cet effet des connaissances seculaires de pacifications fondées sur la traditions médiévales tres riches que les conteurs traditionels et autres griots tres nombreux dans cette partie de l'afriques de l'ouest, ont servit aux parties belligerantes pour calmer leurs ardeurs combattant. Le Reseau NAtional des COMpteurs Traditionnels (RENACOT) a été mise en place par les femmes de la Mano River Union

Facteurs contextuels de progrès

Niveau de confiance

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?)

L'expérience de la gestion de l'épidémie de d'Ebola et les leçons apprises dans la lutte contre la Fièvre hémorragique à Virus Ebola, montre le potentiel de la société civile et certains opérateurs économiques.

Des capitalisations de cette expérience pourrait aider à tirer les idées pour la catalyse des futures activités de gestion pour cette importante partie prenante à la plateforme nationale. Elle dispose de ressources quoique limitées dont on ne peut guère se passer pour faire des avancées dans la réduction des risques de catastrophes. Il en est de même de l'Assemblée Nationale. Des efforts de plaidoyers et de sensibilisation après l'expérience de l'épidémie de FHVE, devrait amener une plus grande mobilisation de ces parties prenantes de notre plateforme nationale

Perspective Future

Perspective Future Domaine 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Défis globaux

Des efforts de plaidoyer importants auprès des décideurs politiques et de l'administrations ont permis de faire des progrès assez significatifs dans l'intégration des risques dans la planification du développement au niveau de l'administration centrale et des activités que le secteur privé entreprend et qui nécessite le visa de l'administration pour son financement et sa mise en œuvre. Cependant des efforts importants sont à faire pour assurer la viabilité et la qualité des études et évaluations de risques et dangers au niveau des bureaux d'études chargés de les conduire et les spécialistes de l'administration pour le contrôle de la mise en œuvre et le suivi. Cette question demeure un des défis majeurs que le pays doit relever pour bénéficier des résultats et avantages attendus de cet exercice d'intégration des risques dans le processus de planifications.

Déclarations sur les perspectives futures

L'une des faiblesses majeures demeure de notre système de gestion des catastrophes réside à juste titre dans la faible intégration des considérations de la gestion des risques et de développement durable dans nos Politiques, Programmes et Projets de développement. Une des raisons fondamentale est sans le manque de savoir faire des fonctionnaires chargés de la planification du développement tant au niveau de l'administration centrale qu'au niveau de celle décentralisée. Le secteur privé mis à part les sociétés transnationales qui pour la plupart le font dans le strict besoin immédiat de sauver les apparences en faisant semblant de respecter la législation et la réglementation en la matière et/ou investissement. Les exercices de simulation des Plans d'Opération Interne (POI) ou de Plan de Continuation (PC) a mis à jour de graves carences dans le déploiement des plans et équipements dans la gestion des urgences potentielles. Les plus grandes difficultés sont observées en majorité chez les opérateurs économiques locaux, quoiqu'il y ait des progrès à noter après une série de cas d'incendie d'usine de matelas à mousse et de cigarette (5)

Perspective Future Domaine 2

Défis globaux

Les complications dans la gestion de la crise sanitaire de l'épidémie FHVE notamment dans le contrôle et le suivi des contacts des personnes mortes ou contaminées ont permis une reorganisation ou plutôt une adaptation institutionnelles pour contenir le phénomène de contamination en expansion.

Le gouvernement, devant les déniés insensés et persistant de l'existence de la maladie et les réticences ou résistances aux conseils des médecins et les messages de sensibilisations véhiculant les bonnes mesures et précautions pour se prémunir d'Ebola, a instituée une coordination nationale (organe purement technique à l'opposé du comité préfectoral de Gestion des Catastrophes) le 7 septembre 2014 en nommant un coordonnateur national.

Des démembrements de la coordination ont été institués dans toutes les préfectures sur le territoire national (Coordination Préfectorale). Au niveau des sous-préfectures et districts qui le forment, des Comités de Veille (CV).

Composés d'au moins 5 membres dont le sous-prefet, l'le du centre de santé, le responsable de l'école, l'imam et les volontaires jeunes. Le comité de veille assurant le monitoring des arrivées et départ des visiteurs dans les districts de la sous-préfectures pour noter les allers et retours à l'effet d'identifier toutes personnes étrangères et documenter leurs états sanitaires. Le but de cet exercice étant de retrouver les personnes présentant des risques potentiels ou réels de personnes affectées.

Déclarations sur les perspectives futures

Le transfert des pouvoirs aux collectivités que la promulgation par le code des collectivités en 2005 par l'Assemblée Nationale consacre l'effectivité tout au moins par les textes. Des efforts sont à faire pour accompagner en termes de formation les élus et administrateurs décentralisés pour s'approprier effectivement ces pouvoirs que les anciennes autorités de tutelle ne semblent guère apprécier ce changement et progrès de la décentralisation.

C'est avec l'effectivité de ce pouvoir que la résilience des communautés pourrait être une réalité perceptible et viable. Les institutions locales, les mécanismes d'action et les capacités communales pouvant plus aisément être activées pour assurer la résilience des communautés vulnérables aux catastrophes.

Perspective Future Domaine 3

Défis globaux

Le chemin sur cette voie va être très laborieux au regard de l'immensité des tâches à faire pour changer la situation actuelle. Le jeu des intérêts des administrations sectorielles et des personnes en charges rend que le travail est difficile. Faute d'avoir les informations et les compétences pour utiliser l'approche réduction des risques dans les programmes (conception, la mise en œuvre des urgences, l'intervention, la construction et le relèvement).

Il est juste de croire que cette situation va être dépassée avec ce qui se passe avec la gestion d'EBOLA. Nous l'espérons vivement en tout cas.

Déclarations sur les perspectives futures

Les grands défis pour la Guinée seront derrière lorsque tous les partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux accepteront le partage des informations, le travail d'équipe et l'acceptation de la coordination par l'organe que le Gouvernement commet à la mise en œuvre de la politique en matière de réduction des risques et la gestion des catastrophes.

En Guinée forestière, après le retour des réfugiés, un programme de relèvement a été lancé au début des années 2000 par la représentation de l'Union Européenne en Guinée. Les résultats obtenus ne semblent guère pas s'inscrire dans le cadre de l'approche réduction des risques telle qu'énoncée dans les documents de référence et les bonnes pratiques des Nations Unies ou de l'UNISDR.

Intervenants

Les organisations et les services ayant participé au processus de révision du cadre d'action de Hyogo

Organisation	Type d'organisation	Point focal
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DES EAUX ET FORETS/CENTRE NATIONAL DE GESTION DES CATASTROPHES ET URGENCES ENVIRONNEMENTALES (GUINEA NADMO /CNGCUE)	Gouvernements	KAMARA NIANG DJIBRIL
MINISTERE DE LA DEFENSE	Gouvernements	
SOCIETE NATIONALE DE LA CROIX ROUGE GUINEENNE	Organisations Non-Gouvernementales	
PROGRAMME DES NATIONS UNIES EN GUINEE	Organisations internationales et des Nations Unies	
FOND DES NATIONS UNIES POUR L 'AGRICULTURE EN GUINEE.	Organisations internationales et des Nations Unies	
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L 'ALIMENTATION MONDIALE	Organisations internationales et des Nations Unies	
UNIVERSAL CONCERN	Organisations Non-Gouvernementales	
MEDECINS SANS FRONTIERE EN GUINEE	Organisations Non-Gouvernementales	
UNIVERSITE GAMAL ABDEL NASSER DE CONAKRY	Institutions académiques et de recherche	
DIRECTION NATIONALE DE LA METEOROLOGIE	Gouvernements	
INSTITUT DE RECHERCHE AGRONOMIQUE DE GUINEE	Gouvernements	
COMPAGIE DES BAUXITES DE	Secteur privé	

GUINEE		
SIMANDOU FER (SIMFER sa)	Secteur privé	
SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE(SMFG)	Secteur privé	
COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA	Secteur privé	
RADIO TELEVISION GUINEENNE	Nouvelles et médias	
HOROYA HEBDO	Nouvelles et médias	
GUINEE NEWS	Réseaux et autres	
PRIMATURE	Gouvernements	
MINISTERE DE L ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	Gouvernements	
CHINA POWER INVESTMENT	Secteur privé	
ELECTRITE DE GUINEE	Gouvernements	
SOCIETE DES EAUX DE GUINEE	Gouvernements	
AUTORITE DU BASSIN DU NIGER	Organisations inter gouvernementales régionales	
ORGANISATIONS POUR LA MISES EN VALEURS DES FLEUVES SENEGAL ET GAMBIE	Organisations inter gouvernementales régionales	
MANO RIVER ORGANISATION	Organisations inter gouvernementales régionales	
UNICEF GUINEE	Organisations internationales et des Nations Unies	
MINISTERE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE LA SECURITE	Gouvernements	
LA CAISSE DE SECURITE SOCIALE	Gouvernements	
MINISTERE DE	Gouvernements	

L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
FEDERATION INTERNATIONALE DES SOCIETES DE LA CROIX ROUGE EN GUINEE	Organisations internationales et des Nations Unies	
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS	Gouvernements	
MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	Gouvernements	
UNIVERSITE KOFFI ANNAN	Institutions académiques et de recherche	
SOCIETE AURIFERE DE GUINEE	Secteur privé	
UNION DES RADIO ET TELEVISION PRIVEE DE GUINEEGUI	Secteur privé	
GLOBAL ALUMINA CORPORATION	Secteur privé	
MINISTERES DE LA JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX ET DES DROITS DE L'HOMMEX	Gouvernements	
MINISTERES DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES ET CELUI DELEGUE AU BUDGET	Gouvernements	
MINISTERES PLAN ET COOPERATION INTERNATIONALE	Gouvernements	
MINISTERES DE L'AGRICULTURE /ELEVAGE/PECHE ET AQUACULTURE	Gouvernements	
MINISTERE HOTELERIE ET TOURISME	Gouvernements	